

14 Société et Culture

Après la grève du personnel de l'hôpital

Le directeur de Schweitzer écarté de ses fonctions

J.K.M
Lambaréné/Gabon

négociable exigé par le personnel à toute reprise du travail, suite à la grève déclenchée par celui-ci le 26 mai.

Lundi dernier, au terme d'une rencontre présidée par Pascal Yama Lendoye, gouverneur de la province du Moyen-Ogooué, à laquelle ont pris part les délégués syndicaux, les représentants du personnel, le staff dirigeant et certaines autorités locales, décision a été prise par le président de séance de suspendre M. Libessart de ses fonctions.

«Une mesure conservatoire indispensable au retour de la sérénité au sein de l'HAS», a déclaré M. Yama Lendoye. Tant le climat était devenu délétère à l'HAS, la collaboration entre l'ancien directeur et ses subalternes se détériorait chaque jour.

Plus grave, les activités de l'unité de recherches médicales de l'HAS, en pointe en matière de recherche sur le paludisme et la tu-



Pascal Yama Lendoye, gouverneur du Moyen-Ogooué, président la réunion.

berculose, étaient arrêtées. Le personnel reprochait, entre autres, à Marc Libessart son « management autocratique des ressources humaines, emprunté à son passé de militaire, le non-respect des dates de négociation de la nouvelle convention d'entreprise, la violation de la charte des valeurs schweitzériennes, etc.».

Son successeur sera connu à l'issue du conseil d'administration de la Fondation

internationale de l'HAS qui se tiendra dans les tout prochains jours sur les bords de l'Ogooué. Pour l'heure son intérim est assuré par Jean Marie Hiegel, directeur administratif et financier de la Fondation, qui assure l'expédition des affaires courantes.

Le personnel a repris le chemin des laboratoires et des salles de soins au terme de la réunion dirigée par le gouverneur de province.



Vue partielle de l'assistance lors de la réunion



Une partie du personnel écoutant la décision du personnel.

L'É calme semble revenu à l'hôpital Albert-Schweitzer (HAS) de Lambaréné, chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué, après la mise à l'écart de ses fonctions de directeur de Marc Libessart. Son départ était, on s'en souvient, un préalable non

Fait divers

Un militaire échappe à la mort au PK7

C.O.
Libreville / Gabon

LORS d'une rixe provoquée par un présumé fumeur de chanvre indien, un militaire appartenant au Régiment des parachutistes gabonais (RPG) a reçu deux coups de bouteille cassée sur le flanc gauche qui ont failli lui coûter la vie.

Les faits se sont déroulés le samedi 28 mai dernier, à quelques encablures de la station-service du PK7 de Libreville, sur la Nationale 1. Dans un bar, vers 20 heures, le militaire et sa petite amie prenaient un verre. A côté d'eux, un groupe de jeunes gens sirotant leur bière. Vers minuit, le jeune couple décide de regagner son do-

micile. «A peine sortis du bar, l'un de ces gars s'approche de moi et me demande de lui donner le chanvre», a expliqué le militaire, faisant allusion à l'un des sacrifiants, le nommé Arsène Mounguengui, Gabonais, 19 ans. Le militaire dira poliment à Arsène qu'il ne fume pas de cette herbe-là. Mais ce dernier, qui ne l'entendait pas de cette oreille, s'est mis à houspiller le parachutiste. Agacé, ce dernier repousse l'assaillant pour poursuivre son chemin. Un geste qui va déclencher la colère de sieur Mounguengui, jusqu'à la bagarre. Et comme s'il n'attendait que cela, le reste du groupe sort du bar pour attaquer le militaire qui se battait déjà avec son agresseur.



Le militaire poignardé au PK7.

Le premier à s'en prendre au parachutiste serait le frère de Mounguengui, en se servant d'une bouteille qu'il venait de casser. Le militaire, qui est pris comme traître, reçoit subitement deux coups de bouteille cassée au flanc

gauche et s'écroule. Aussitôt, les brigands se volatilisent dans la nature. Vu qu'il perdait beaucoup de sang et de force, sa petite amie va le conduire d'urgence dans une unité sanitaire où il finira par être sauvé.



Les bandits qui ont poignardé le militaire au PK7.

Déterminé à rattrapper ses agresseurs, le militaire et ses frères ont fini par retrouver sieur Mounguengui et un de ses complices au Marché-Bananes du PK8, le 30 mai dernier, en train de jouer au poker. En voyant le militaire arri-

ver, les deux bandits ont tenté de s'enfuir. Mais les éléments du Groupe d'assistance d'hygiène et de sécurité (GAHS), basés au PK8, les ont immédiatement rattrapés et remis à la police, où le militaire a aussitôt déposé une plainte.

Vie des associations

Annie Léa Meye exclue de "Cri de femmes"

I.M.
Libreville/Gabon

ment déviant de certains de nos membres ».

"Cri de femmes", a-t-elle ajouté, est respectueux des lois et textes en vigueur au Gabon. A cet effet, « tout membre du bureau directeur qui exerce des activités parallèles de leader dans un parti politique perd automatiquement son appartenance au bureau directeur de l'Ong pour ne rester que simple membre ». Rappelant que cette Ong est apolitique et ne saurait être citée ou mêlée à une quel-

conque activité politique. Considérant également que Annie Léa Meye a voulu introduire une influence politique dans l'association, en prenant part à des activités politiques au nom de "Cri de femmes", et que toute action politique au sein de l'Ong est prohibée sous peine d'exclusion, l'assemblée générale a donc décidé que «Annie Léa Meye est démise de ses fonctions de secrétaire générale de "Cri de femmes" conformément à la décision de l'assemblée générale du 21

janvier 2011, elle est exclue définitivement de l'Ong. Tout acte qu'elle pourrait poser au nom de l'Ong n'engage qu'elle et nullement l'Ong. Toutefois, l'Ong "Cri de femmes" se réserve le droit de traîner en justice toute personne voulant utiliser son label à d'autres fins», a conclu Mme Ntoumba.

Caléopie Ntoumba, présidente de l'Ong Cri de femmes, lisant sa déclaration.



Photo I.M.

EXIT Annie Léa Meye ! La décision a été rendue publique hier par la présidente de l'organisation non gouvernementale "Cri de femmes", Caléopie Ntoumba, au siège de l'Ong Graceland, à l'ex-gare routière. Cette exclusion, précise-t-elle, fait « suite aux multiples interrogations dans l'opinion, où certaines personnes se posaient des questions sur le comporte-